

Panel 1 – The convention after 10 years: accomplishments and future challenges

Possibles éléments d'intervention :

▪ **Bilan 10 ans UNFCCC**

Je suis ravi de pouvoir m'exprimer à l'occasion de cette table-ronde, et sans vouloir répéter en détail les propos des orateurs précédents, j'aimerais néanmoins souligner à l'occasion de ce 10^{ème} anniversaire de la Convention Cadre le bilan largement positif de l'action de l'UE. Il me semble qu'une action globale ambitieuse est requise pour faire face à au défi environnemental qu'est le changement climatique. Je salue évidemment aussi l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, et à ce titre je me permets de rappeler que, d'après la répartition des charges au sein de l'UE, le Luxembourg sera amené à réduire ses émissions de 28 % par rapport aux niveaux de 1990.

▪ **Kyoto n'est qu'un premier pas**

D'un autre côté je suis conscient que le Protocole de Kyoto ne constitue qu'un premier pas envers la lutte contre les changements climatiques.

▪ **Action future globale : limite de + 2°C, conclusions concrètes**

Se basant sur le principe de précaution, l'Union européenne s'est fixé comme objectif de limiter l'augmentation de la température globale à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Les travaux scientifiques démontrent qu'une telle approche s'avère absolument indispensable afin de limiter les impacts négatifs liés aux changements climatiques. Cette limite des 2°C ne pourra être atteinte que :

- si les émissions au niveau mondial plafonnent d'ici deux décennies et
- si elles sont par la suite réduites de manière substantielle à long terme.

▪ **Il ne faut pas se limiter de parler de l'avenir, il faut agir au plus vite**

Il sera donc particulièrement important d'initier dès maintenant un dialogue constructif quant aux actions futures à entreprendre, basées sur les connaissances scientifiques. Ce dialogue devra être suivi d'actions concrètes dans un avenir proche, car tout retardement de l'exécution des mesures d'atténuation augmentera le risque d'impacts graves liés aux changements climatiques. Il faut éviter de se retrouver dans une situation de non-retour.

Les dommages environnementaux et coûts économiques associés à un scénario de non-action risquent d'être très largement supérieurs aux coûts des actions d'atténuation.

▪ **Régime équitable et efficace**

Dans ce contexte, j'insiste sur l'importance que le Luxembourg tachera d'accorder, lors de sa future Présidence du Conseil de l'Union européenne, aux réflexions relatives à un régime post-2012 qui soit à la fois équitable, effectif d'un point de vue environnemental et économique. Il s'agira en effet de mettre en évidence que bon nombre de mesures de lutte contre les changements climatiques ne sont pas des obstacles à la compétitivité mais constituent bien au contraire des opportunités.

Un régime futur équitable avec des engagements en matière d'efforts d'atténuation communs mais différenciés selon les capacités et responsabilités des Parties concernés, devra aussi prendre en compte les problèmes de la vulnérabilité au changement climatique auxquels de nombreux pays en voie de développement sont particulièrement exposés. A cet égard, les pays industrialisés devront continuer d'assurer leur rôle de *leader* durant la prochaine période d'engagements et à se montrer solidaires envers les pays en voie de développement.

Juan Manuel

▪ **[Technologies**

Enfin, j'aimerais insister sur le fait que les objectifs de réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre ne peuvent être atteints sans efforts considérables en matière de recherche et d'innovation technologique, ainsi que de diffusion des technologies existantes. Ceci est particulièrement vrai pour le domaine de l'approvisionnement en énergie, où les potentiels existants en matière d'économies d'énergie, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables devront à tout prix être utilisés davantage.]

▪ **[[Sinks**

Le Luxembourg se réjouit du progrès dans les dossiers concernant les forêts. Cependant nous faisons appel aux parties de veiller à ce que la protection de la biodiversité soit assurée lors de la réalisation de projets de boisement et de reboisement dans le cadre du MP. Dans le domaine « forêts » il est surtout important de trouver les moyens d'arrêter la